

LA SECTION DROIT-SCIENCES-ECO PARIS

La section « Droit-Sciences-Eco » du PSU a été créée en 1960 par Tiénot GRUMBACH, venu du mendésisme, auquel succéda Yves LEPAPE, venu lui du PSA. Les positions des uns et des autres furent vite influencées par les attitudes à adopter contre la guerre d'Algérie (FUA, réseaux de soutien....)

Ce fut ensuite le tour de Jean TERCÉ, issu de la JEC, qui recruta principalement parmi les militants de l'UNEF-AGEDESEP. (Association générale des étudiants en droit et sciences économiques) D'autres militants vinrent de sections locales (11ème, Meudon....)

La Section « Droit-Sciences-Eco » eut son "heure de gloire" le 21 février 1964, lors de la condamnation en flagrant délit à 8 jours de prison ferme de notre camarade Christian DESOBRY, défendu alors par Henri LECLERC (il avait été arrêté lors d'une manifestation organisée par l'UNEF pour protester - déjà - contre le blocage de la Sorbonne par la police).

Elle n'a cessé de se développer de 1964 à 1969, et a joué un rôle dans la grève et l'occupation de la fac en mai-juin 1968, avec au départ 55 militants et une centaine de sympathisants.

Bien que traversée par des sensibilités diverses (du mendésisme à l'extrême gauche), elle s'est progressivement forgée une unité, dans l'action et dans les discussions, qui l'a fait évoluer majoritairement de la "nouvelle gauche" à des positions marxistes et en partie léninistes, mais en partie seulement, car anti-autoritaires et "basistes" :

- léninistes par l'objectif d'une poignée de militants de constituer une organisation de révolutionnaires professionnels : priorité absolue donnée au militantisme, politique de recrutement fondée sur un stage probatoire de plusieurs mois précédant l'adhésion, travail de formation sur des textes de Marx, Engels, Lénine.
- basistes par le refus des arguments d'autorité, la méfiance vis à vis de la hiérarchie, la recherche du consensus, la préférence pour le travail "de fourmi" des militants à la fac, à l'UNEF, au "comité Vietnam de base", qui correspondait à notre fort engagement anti-impérialiste (et pas prioritairement au CVN, considéré comme trop attiré par les "coups médiatiques" et noyauté par la JCR).

D'où aussi les réticences sur la "montée à l'UNEF" qui n'ont cependant pas empêché de fournir à plusieurs reprises des militants au BN quand la demande en a été faite. Ce basisme nous a évité (pas à tous....) de rejoindre les maoïstes ("servir le peuple, oui, mais à quelle sauce ?") même si nous avons été attirés par leurs méthodes de travail ("compter sur ses propres forces").

Un bon exemple est le meeting organisé le 21 mars 1968, sans inviter d'orateur extérieur, sans distribuer de tracts à tous les étudiants mais seulement aux sympathisants, longuement préparé par la section : choix des sujets, répartition des questions et des réponses, de la décoration de la salle et de la musique....

Bien que nous ayons à l'époque souligné nos insuffisances en matière de formation et de militantisme, l'activité de la section était soutenue. Exemple, au 1er trimestre 1968, 2

réunions par mois (26 participants le 24 janvier), plus des manifestations, un stage, des séances de formation et un meeting. Le tout dans un climat de forte camaraderie que les divergences politiques n'ont jamais entachée, peut-être parce qu'il n'y a jamais eu de lutte pour le pouvoir au sein de la section (renouvellement des cadres par consensus) et parce que la répartition des tâches a toujours été égalitaire, entre hommes et femmes (même si cela n'était pas facile....), entre cadres et militants. La rigueur financière nous a permis de ne pas avoir d'ardoise au parti, de payer des stages à des camarades en difficulté et même d'acheter une ronéo neuve (avec la 14ème section) en décembre 1968.

Même si nous étions plutôt activistes et que nous n'avons pas produit d'idées nouvelles, les questions de fond qui faisaient l'objet de nos discussions à l'époque (autogestion, place des jeunes, rapports Nord-Sud, Israël-Palestine....) sont toujours actuelles. Michel LECALOT parle même "d'une véritable université de la tolérance, de la réflexion et de l'action".

Tout cela nous a permis d'être comme des poissons dans l'eau en mai-juin 1968 à la fac du Panthéon et surtout d'Assas, de contribuer à l'exclusion des groupes d'extrême droite qui y paraient depuis son ouverture en 1962 et rendaient notre militantisme dangereux, mais aussi plus solidaire. Nous avons vu nos thèses reprises par les étudiants au sein du comité de grève qui deviendra le CA-PAN-UNEF, dont Chantal BROCHIER sera la première présidente. Un indicateur de popularité : la section a vendu 1000 exemplaires du N° spécial de TS en juin.

Dès la rentrée de septembre (stage de Saint-Prix les 28 et 29) la section a décidé d'élargir son action dans la logique de mai en s'organisant en 5 groupes "locaux" associés à des "groupes d'entreprise" du PSU :

- "Montparnasse" avec la CSF (Malakoff)
 - "Luxembourg" avec Thomson (Bagneux)
 - "Saint-Lazare" avec Hispano-Suiza (Colombes) et Sud-Aviation (Suresnes)
 - "Gare de l'Est" avec Citroën (Javel)
 - "Gare de Lyon" avec Rhône-Poulenc (Vitry).
-Jean-Pierre BOMPARD continuant à tracter chez Chausson (Meudon).

Cela a permis aux militants de s'investir plus dans le parti, en particulier dans la préparation du 6ème congrès (Dijon) les campagnes électorales, Référendum, et Présidentielles.

ANNEXE : secrétaires de la section.

Jean TERCE : 1964-1965

Michel CAPRON : avril 1965 - mars 1966

Alain JECKO : mars 1966 - janvier 1968

Jean-Bernard GONZALEZ : janvier 1968 - avril 1969

Christiane VINCENT : avril 1969 -septembre 1969

Jean-Bernard GONZALEZ
Avril 2009